



73^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Point 74 de l'ordre du jour

Promotion et protection des droits de l'homme Promotion and protection of human rights

New York, le 16 octobre 2018

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Cette année, nous commémorens le **70^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme**, un document qui représente encore aujourd'hui la colonne vertébrale de la promotion et de la protection des droits de l'homme. L'adoption de la Déclaration et du Programme d'Action de Vienne il y a 25 ans a ensuite permis la reconnaissance de **l'universalité et l'interdépendance** des droits de l'homme. Puis, il y a 20 ans, la Communauté internationale a reconnu le **rôle de la société civile** en tant qu'acteur des droits de l'homme par l'adoption de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

Malgré un cadre normatif solide, nous constatons aujourd'hui encore des violations systématiques des droits de l'homme ainsi que l'émergence et la persistance de nouvelles dynamiques de conflits. Nous observons également l'accroissement d'un nationalisme hostile, accompagné d'un regain de racisme, de xénophobie et d'autres formes de discrimination dans de nombreux pays. Par ailleurs, le phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent ainsi que l'entrée dans l'ère numérique ont créé un besoin accru de sécurité. Or, les mesures visant à garantir cette sécurité entrent parfois directement en concurrence avec les droits de l'homme, et tout particulièrement avec les libertés fondamentales.

Afin de trouver une solution commune à ces nombreux défis, la Suisse met l'accent sur les deux points suivants :

- Premièrement, nous sommes convaincus qu'il ne peut y avoir ni paix ni sécurité durables sans protection des droits de l'homme et de l'État de droit. En accord avec sa tradition humanitaire, la Suisse s'engage activement pour un monde sans torture ni traitements cruels, inhumains ou dégradants. La **prévention de la torture** constitue donc un aspect essentiel de son engagement de politique étrangère, en particulier dans le domaine de la prévention des conflits armés et de l'extrémisme violent. Ainsi, nous lancerons prochainement un Plan d'action contre la torture.
 - Deuxièmement, nous souhaitons rappeler que le respect du droit international, en particulier des droits de l'homme et du droit international humanitaire, est primordial dans la **lutte contre le terrorisme**. Dans ce contexte, la Suisse souligne l'importance de prévenir l'extrémisme
-

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

violent tout comme les violations et atteintes aux droits de l'homme de manière générale. A cette fin, des mesures préventives doivent être prises afin d'éliminer les conditions propices à la propagation de l'extrémisme violent et de favoriser le dialogue et l'inclusion.

Monsieur le Président,

Pour terminer, permettez-moi de mettre en avant deux points additionnels, particulièrement importants pour la Suisse :

- La Suisse est convaincue qu'un **soutien financier et politique adéquat au Conseil des droits de l'homme** est essentiel pour garantir son succès et son efficacité dans la promotion, le respect et la mise en œuvre des droits de l'homme. Le renforcement du Conseil des droits de l'homme ainsi que des capacités de l'ONU en matière de prévention, et tout particulièrement d'alerte et d'action précoces, restent des priorités de la Suisse. Dans cet esprit, la Suisse s'engage pour la mise en œuvre de l'**Appel du 13 juin**, qui vise à améliorer la prise en compte des droits de l'homme dans la prévention des conflits et à renforcer l'échange d'informations entre le Conseil des droits de l'homme et le Conseil de sécurité. Dans ce domaine, nous nous réjouissons tout particulièrement de collaborer avec la nouvelle Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Michelle Bachelet.
- Finalement, la Suisse reste inquiète de la réduction de l'**espace de la société civile** dans de nombreux pays du monde, où des violations toujours plus graves des droits à la liberté d'association, de réunion et d'expression sont observées. Celles-ci sont souvent commises sous les prétextes de la sécurité, la souveraineté nationale ou la lutte contre le terrorisme. Les différents représentants de la société civile, notamment les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les acteurs politiques, font trop souvent l'objet d'arrestations et de détentions arbitraires ainsi que de violence psychique et physique ou de torture. La Suisse appelle l'ensemble des Etats à inverser cette tendance négative et à garantir un environnement sûr et propice aux activités de la société civile et de veiller à ce que ces violations commises contre ces personnes ne restent pas impunies.

Je vous remercie de votre attention.

Unofficial translation

Mr Chairman,

This year, we commemorate the **70th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights**, a document which remains to this day the backbone of the promotion and protection of human rights. The adoption of the Vienna Declaration and Programme of Action 25 years ago subsequently led to the recognition of the **universality and interdependence** of human rights. Then, 20 years ago, the international community recognised the **role of civil society** as a human rights actor by adopting the Declaration on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognised Human Rights and Fundamental Freedoms.

Despite a solid normative framework, however, we continue to note reports of systematic human rights violations as well as the emergence and persistence of new dynamics in armed conflict. We are also observing a rise in hostile nationalism accompanied by a resurgence of racism, xenophobia and other forms of discrimination in many countries. Moreover, the phenomena of terrorism and violent extremism combined with the advent of the digital age have created additional needs in terms of security. At the same time however, the measures taken to ensure security at times compete directly with human rights and especially fundamental freedoms.

In order to find a common solution to these many challenges, Switzerland gives priority to the following two points:

- First, we firmly believe that there cannot be lasting peace or security without the protection of human rights and of the rule of law. In keeping with its humanitarian tradition, Switzerland is actively committed to a world without torture and other forms of cruel, inhuman or degrading treatment. The **prevention of torture** therefore constitutes a key aspect of Swiss foreign policy, in particular in the area of the prevention of armed conflict and violent extremism. In this light, we will shortly launch a plan of action against torture.
- Second, we would like to reiterate that compliance with international law, in particular human rights and international humanitarian law, is of paramount importance in the **fight against terrorism**. In this context, Switzerland emphasises the importance of preventing violent extremism, as well all as violations and attacks on human rights in general. To this end, preventive measures must be taken to eliminate conditions conducive to the spread of violent extremism and to encourage dialogue and inclusion.

Mr Chairman,

To conclude, I would like to add the two following points which are of special importance for our country:

- Switzerland is convinced that **adequate financial and political support** for the **Human Rights Council** is essential for its success and effectiveness in promoting, ensuring respect for and implementing human rights. Strengthening the Human Rights Council and the capacities of the United Nations with regard to prevention, and especially early warning and early intervention, remain priorities for Switzerland. With this in mind, it is committed to implementing the **Appeal of June 13th**, which aims to better integrate human rights in conflict prevention and to strengthen the exchange of information between the Human Rights Council and the Security Council. In this area, we especially look forward to working with the new High Commissioner for Human Rights, Michelle Bachelet.
- Lastly, Switzerland continues to be concerned about growing **restrictions on civil society** in many countries, where we are seeing increasingly serious violations of the rights to freedom of association, assembly and expression. Such violations are frequently committed under the pretexts of security, national sovereignty and the fight against terrorism. The various representatives of civil society, in particular human rights defenders, journalists and political actors are all too often subject to arrest, arbitrary detention, psychological and physical violence and even torture. Switzerland calls on all states to reverse this negative trend and guarantee a safe environment conducive to the activities of civil society, and to ensure that violations committed against such persons' rights do not go unpunished.

Thank you for your attention.